Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

OGM : ce que propose Philippe Poutou, Nouveau Parti Anticapitaliste

Par

Publié le 15/03/2017, modifié le 09/03/2026

Philippe Poutou, candidat pour le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) s'oppose à la culture et à l'importation de tout OGM. Il veut cesser en particulier les importations de soja transgénique d'Amérique du Sud et organiser l'autosuffisance en protéines végétales car, constate-il, les cultures de soja transgénique sont désastreuses pour l'environnement et les populations. Le NPA prône une recherche publique et des axes de travail conduisant à une agriculture paysanne de qualité et une réorientation de l'enseignement agronomique. La définition et classification « OGM » doivent être appliquées à tout organisme dont un gène a été modifié quelle que soit la technique utilisée, car les risques sont de même nature. Enfin, Philippe Poutou promet d'interdire « *tous les brevets sur le vivant dont le seul but est le gain financier* » et de supprimer « *les freins réglementaires qui empêchent aujourd'hui les agriculteurs pour un très grand nombre d'espèces de semer des semences de ferme ou de les échanger avec un voisin* ».

Inf'OGM - Si vous êtes élu Président de la République française, quelle sera votre politique en matière de culture de plantes transgéniques ?

Philippe Poutou (P. P.)
- Interdiction totale des cultures de plantes génétiquement modifiées (PGM). En fonction de leur utilité (médicale par exemple), autorisation de certains OGM et uniquement en milieu confiné.
Interdiction des importations de PGM.
Interdiction de commercialiser des produits qui comportent des PGM ou de la viande nourrie avec des PGM.

La France importe annuellement environ quatre millions de tonnes de soja OGM pour l'alimentation de son bétail. Que pensez-vous de cette situation ?

P. P. Nous pensons que l'importation de soja OGM doit cesser immédiatement : la production agricole devrait avoir lieu aussi près que possible des zones de consommation. Nous sommes donc opposés aux importations agricoles, avec des exceptions pour les végétaux qui ne peuvent pas pousser localement, pour lesquels il n'existe pas de substitution, qui ne sont pas des produits qui relèvent plus de la mode ou du luxe que des besoins alimentaires réels et dont la culture ne crée pas des déséquilibres dans les pays producteurs.

Le soja non-OGM est cultivé en France, donc pas de nécessité de l'importer, si ce n'est le coût. La culture de soja OGM a des conséquences sanitaires et environnementales catastrophiques dans les pays d'Amérique du Sud. Nous refusons d'être partie prenante dans la destruction de l'Amazonie, nous refusons d'être responsables des cancers, des malformations chez les nouveaux-nés, etc.

Nous sommes donc évidemment opposés à toute harmonisation des autorisations entre Amérique et l'UE.

La production de bétail doit être remise à plat : il existe de nombreuses légumineuses qui peuvent être utilisées à la place du soja (trèfle, luzerne, sainfoin, féveroles, pois fourrager, etc.).

Pour des raisons de qualité, de bien-être animal, d'aménagement du territoire, de lutte contre le réchauffement climatique, nous pensons que les ruminants doivent retourner dans les prés et nous favoriserons donc les systèmes basés sur le pâturage.

La recherche et la formation devront donc être orientées vers l'optimisation des prairies et sur la sélection de races animales adaptées.

Le gouvernement français soutient la recherche sur les modifications génétiques, notamment avec des partenariats publics privés comme Genius. Que pensez-vous de ces contrats et recherches ?

P. P. Nous sommes opposés aux partenariats public-privé quel que soit le secteur et en particulier dans la recherche, et donc évidemment en ce qui concerne les OGM auxquels nous sommes opposés.
En ce qui concerne Genius (Genome engineering improvement for useful plants of a sustainable agriculture), ce programme montre la duplicité d'un gouvernement prétendument opposé aux OGM qui engage des fonds publics dans la recherche OGM. Nous ne sommes pas dupes sur le terme « sustainable » (durable) qui vise, sous couvert de développement durable, à justifier les OGM.
En matière de « durabilité », nous pensons que l'avenir est dans le développement d'une agriculture paysanne de proximité.

Les entreprises développent actuellement des nouveaux OGM. Elles souhaitent que ces OGM ne soient pas soumis à la législation des plantes transgéniques. La société civile, elle, réclame que tout organisme dont l'ADN a été modifié en laboratoire soit considéré comme un OGM. Quelle est votre position sur ce sujet particulièrement sensible ?

P. P. Les industriels et leurs chercheurs ont beaucoup d'imagination pour modifier le gène des plantes : après la transgenèse, nous avons eu la mutagénèse, les ciseaux à ADN, la cisgenèse ou encore l'intragénèse. Toutes ces techniques ne sont que des variations sur un même thème et comportent donc les mêmes risques : ces modifications de gènes ne sont pas précises, des modifications non voulues de génome sont donc inévitables. Quelle que soit la technique, le risque de dissémination dans l'environnement est inévitable.
Il existe aussi un risque sanitaire et environnemental et une dépendance absolue pour l'agriculteur qui ne peut pas semer les fruits de ses récoltes.

Les brevets sur le vivant sont-ils un outil de soutien à l'innovation agricole ou un frein à l'autonomie paysanne et une menace pour la diversité cultivée ?

P. P. Nous interdirons et dénoncerons tous les brevets sur le vivant. Leur seul but est de permettre à une poignée de multinationales de s'accaparer la production mondiale de semences et de privatiser les milliers de variétés développées par les paysans pendant des millénaires. Les brevets ou autre copyright, ainsi que les catalogues officiels de semences, ont provoqué une perte de diversité cultivée catastrophique.

Les semences paysannes ont un avenir en France et en Europe ? Si oui, que proposez-vous pour les encourager ?

P. P. La question de savoir si elles ont un avenir en France et en Europe, et plus globalement dans le monde, car la lutte en faveur des semences paysannes est globale, est une question politique et de rapport de force.
Notre programme prône le retour à :
une agriculture paysanne, par opposition à l'agriculture et l'élevage industriels qui nous sont imposés,
une agriculture de proximité, adaptée aux terroirs,
une agriculture qui respecte les paysan-ne-s et qui encourage l'autonomie et la coopération,
un élevage soucieux du bien-être des animaux leur permettant de vivre dans des conditions qui respectent leurs besoins physiologiques,
une agriculture qui, au lieu de participer à la pollution et au réchauffement climatique, au contraire ne crée aucune pollution, tente d'améliorer la santé des terres agricoles et stocke du carbone,
une agriculture qui crée des emplois de qualité et permet de revivifier les campagnes
une agriculture qui rejette le système des filières qui mène inéluctablement à l'industrialisation,
et une agriculture et un élevage qui produisent des produits de qualité sans danger pour les consommateurs.
Les semences paysannes jouent un rôle très important dans ce schéma. Elles permettent aux paysan-ne-s d'utiliser des semences adaptées à leurs terres et à leur climat, elles leurs permettent de se défaire de leur dépendance aux multinationales des semences.
Nous supprimerons donc tous les freins réglementaires qui empêchent aujourd'hui les agriculteurs pour un très grand nombre d'espèces de semer des semences de ferme ou de les échanger avec un voisin. Nous mettrons en place des programmes de formation sur les techniques de sélection et de stockage des semences de ferme. Nous supprimerons le Catalogue officiel français des espèces et variétés.
Cette politique sera aussi mise en place au niveau des élevages où nous préserverons les anciennes races et encouragerons la reproduction naturelle plutôt que l'insémination artificielle qui réduit inexorablement la diversité génétique des animaux de ferme.

Adresse de cet article : https://infogm.org/ogm-ce-que-propose-philippe-poutou-nouveau-parti-anticapitaliste/